MAINTIEN EN EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

* La prévention des risques professionnels relève de la responsabilité de l'employeur, il lui appartient de mettre en œuvre toutes les mesures permettant d'adapter le travail à l'homme. Le schéma ci-dessous présente les mesures de compensation qui sont mobilisables pour répondre à des besoins d'accompagnement spécifiques. Accompagnement d'une personne dont l'état de santé risque d'avoir un impact dans l'exercice de son activité professionnelle





Agent de la Fonction publique



Bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés En activité, en arrêt de travail, en centre de rééducation professionnelle ou hospitalisé en services médicaux de réadaptation.



Détection et diagnostic de situation

Cellules de coordination des services et des professionnels

Service médical, service social, service ressources humaines, service de prévention des risques professionnels, référent handicap, conseiller mobilité carrière, conseillers en évolution professionnelle, conseiller en insertion professionnelle, encadrant de proximité

Comités sociaux des 3 versants de la Fonction publique et en particulier leurs formations spécialisées

Avec appui, notamment, des documents suivants : registres de santé et sécurité au travail / registres de dangers graves et imminents / Documents uniques d'évaluation des risques professionnels/ fiche d'évènements indésirables...

Service de santé au travail

Visite de pré reprise, visite médicale périodique, autres visites, avis du médecin agréé dans le cadre d'un <u>CITIS</u> (pour les agents titulaires)

Médecin du travail, conseil médical

Acteurs de la prévention

Inspecteurs en santé et sécurité au travail

Inspecteurs du travail

Agents chargés de la fonction d'inspection (ACFI)

Agents chargés de la fonction de prévention

Organisations syndicales

Encadrant de proximité



A l'issue du diagnostic

Avis médical et préconisations

Reconnaissance de la qualité de bénéficiaire de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou non

Obligation de reclassement pour l'employeur

